

**DÉCLARATION DES ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE  
OUEST AFRICAINE SUR LA FERMETURE DE LA FRONTIÈRE GAMBIE SÉNÉGAL  
Dakar, le 30 mars 2016**

Réunies en marge du Forum Social Sénégalais tenu à Dakar du 28 au 30 mars 2016, les organisations de la société civile ouest africaine venues du Cap Vert, de la Côte d'Ivoire, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo, ont témoigné leur vive préoccupation par rapport à la fermeture de la frontière entre le Sénégal et la Gambie.

Depuis plusieurs semaines, les frontières entre le Sénégal et la Gambie sont fermées suite à l'augmentation des taxes de passage pour les transporteurs routiers. Encastrée dans le Sénégal, la Gambie représente un point de passage rapide pour les transporteurs sénégalais voulant rejoindre la région sénégalaise de la Casamance et la Guinée Bissau. Ces échanges routiers offrent des avantages certains aux populations des deux pays qui partagent la même culture.

En effet, l'héritage colonial a fait de ces populations sœurs, des peuples de pays différents. Au lendemain de la conférence de Berlin de 1885, les dirigeants européens se sont entendus pour le partage de l'Afrique, les anglais ont pris possession d'un territoire au large du fleuve gambie, qu'ils nommeront la Gambie, au grand dam des français présents dans la zone depuis le 16<sup>ème</sup> siècle. La Gambie et le Sénégal vont ainsi devenir des pays différents alors qu'abritant des populations qui jusqu'alors ont partagé la même histoire, parlent les mêmes langues et ont les mêmes us et coutumes.

La société civile ouest africaine dans son ensemble déplore cette situation qui va à l'encontre des protocoles sur la libre circulation des personnes et des biens dans l'espace CEDEAO. Afin de mettre fin aux souffrances des populations sénégalaises, gambiennes et bissau-guinéennes à la suite de la fermeture de la frontière, la société civile ouest africaine lance un appel aux Chefs d'Etats gambien et sénégalais de revoir leur position et d'ouvrir à nouveau la frontière séparant leurs pays. En outre la société civile ouest africaine exhorte la commission de la CEDEAO à prendre des mesures pour qu'une telle situation ne puisse plus se reproduire au sein de l'espace ouest africain. La société civile ouest africaine soutient l'initiative de médiation lancée conjointement par leurs homologues sénégalais et gambiens auprès des autorités des deux pays pour trouver une issue rapide à cette situation. La société civile réitère son appui à la concrétisation du projet de construction d'un pont sur le fleuve Gambie pour faciliter une circulation continue entre les populations des deux rives.

Pour une libre circulation effective au sein de la CEDEAO, il urge aux yeux de la société civile que les populations ouest africaines soient associées étroitement aux décisions des Etats en la matière. Ainsi la société civile ouest africaine renouvelle sa volonté de travailler en étroite collaboration avec la commission de la CEDEAO pour faire de notre espace commun une région de paix, de partage et de développement pour les populations.

Fait à Dakar le 30 mars 2016

STATEMENT FROM THE WEST AFRICAN CIVIL SOCIETY ORGANIZATIONS TO OPEN  
BORDER OF GAMBIA AND SENEGAL

Dakar, 30 March 2016

Met during the Senegalese Social Forum held in Dakar from 28 to 30 March 2016, the organizations of the West African civil society came from Cape Verde, Côte d'Ivoire, Gambia, Guinea, Guinea Bissau, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Togo, have expressed their deep concern over the closure of the border between Senegal and Gambia.

For several weeks, the border between Senegal and Gambia are closed due to increased transit fees for road hauliers. Embedded in Senegal, Gambia is a rapid transit point for Senegalese carriers wishing to join the Senegalese region of Casamance and Guinea Bissau. These road exchange offer certain advantages to the populations of the two countries who share the same culture.

Indeed, the colonial legacy has made these sister peoples of different countries peoples. After the Berlin Conference of 1885, European leaders agreed to the partition of Africa, the English took possession of a territory off the Gambia River, they appoint the Gambia, to the chagrin of french present in the area since the 16th century. Gambia and Senegal will thus become two countries with populations that previously shared the same history, speak the same language and have the same customs.

West African civil society as a whole regrets this situation which is contrary to the protocols on free movement of persons and goods within the ECOWAS region. In order to end the suffering of the people of Senegal, Gambia and Guinea-Bissau following the closure of the border, the West African Civil Society calls on Heads of Gambian and Senegalese states to review their position and to open again the border between their countries. In addition the West African Civil Society Urges the Committee of ECOWAS to take steps for such a situation happen again in the West African space. West African civil society supports the mediation initiative launched jointly by their Senegalese and Gambian counterparts to the authorities of both countries to find a quick solution to this situation. Civil society reiterates its support for the realization of the construction of a bridge project on the Gambia River to facilitate a continuous flow between populations of both banks.

For a real freedom of movement within ECOWAS, it is urgent in the eyes of civil society that the West Africans people are closely associated with the decisions of states in this regard. And West African civil society renews its commitment to work closely with the ECOWAS Commission to make our shared space a region of peace, sharing and development for the people.

Done in Dakar March 30, 2016

Samir ABI  
West African Observatory on Migrations  
Observatoire Ouest Africain des Migrations